

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 18/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCCRAM - ENGIE RESEAUX

Direction des confluences- Le Technipole I- Bât A
229 rue de la fontaine
94120 Fontenay-Sous-Bois

Références : D3 i 2025 - 1103
Code AIOT : 0005701477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement SOCCRAM - ENGIE RESEAUX implanté Impasse de la Chaufferie Val de Murigny 51050 Reims. L'inspection a été annoncée le 08/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée pour faire un point sur les échéances en cours et les actions menées par l'exploitant dans la maîtrise de ses rejets atmosphériques du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCCRAM - ENGIE RESEAUX
- Impasse de la Chaufferie Val de Murigny 51050 Reims

- Code AIOT : 0005701477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SOCCRAM (filiale d'ENGIE Solutions) exploite une chaufferie constituée de 7 chaudières installées en parallèle pour assurer la production d'eau chaude surchauffée vers le réseau de chaleur de la Croix Rouge de la commune de Reims, pour une puissance thermique de 129,4 MW. Le site dispose de plusieurs générateurs :

- deux générateurs alimentés au FOD, biofioul et gaz (G2 et G3) ;
- deux générateurs alimentés au gaz (G7 et G8) ;
- deux générateurs alimentés par du bois de classe A (GB1 et GB2)
- un générateur alimenté par du bois de classe B (GBB).

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites de l'inspection du 07/11/2024	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	GBB - Contrôles réglementaires des fumées	Arrêté Préfectoral du 31/08/2012, article 9.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	GB1 GB2 G2 G3 F7 - Contrôles réglementaires des fumées	Arrêté Préfectoral du 31/08/2012, article 9.2.2	Sans objet
4	OTNOC	Arrêté Préfectoral du 25/05/2021, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les données actuelles montrent une amélioration de la maîtrise des émissions atmosphériques. Néanmoins, cette tendance doit être confirmée par la transmission de données de surveillance par l'exploitant au redémarrage de l'ensemble de ses générateurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 07/11/2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions relatives aux appareils de mesure en continu
Prescription contrôlée : I. L'exploitant veille à l'application des procédures d'assurance qualité et à la réalisation d'une vérification annuelle (AST) pour les appareils de mesure en continu. Les performances des appareils de mesure sont évaluées selon la procédure QAL 1 et les appareils sont choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés sur site selon la procédure QAL 2 et leur dérive et leur aptitude au mesurage sont contrôlés périodiquement par les procédures QAL 3 et AST. La validité de la fonction d'étalonnage déterminée lors de la procédure QAL 2 et la variabilité du système automatique de mesure sont vérifiées annuellement lors de l'AST. La procédure QAL 3 est mise en place dès l'installation de l'appareil de mesure en continu. En ce qui concerne les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation selon la procédure QAL 1 n'a pas été faite, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants. [...]
Constats : Le Test Annuel de Surveillance (AST) a été réalisé sur le générateur G7 par un organisme agréé du 26 au 27/03/2024 sur les paramètres O2, SO2, NOx et CO. L'Inspection note l'absence du paramètre poussières dans l'AST de 2024 du G7 alors que l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2024-APC-110-IC du 25/06/2024 dispose que le conduit n°1 (générateurs G7 et G8) est équipé d'une sonde de mesure de poussières. L'exploitant indique que la mesure de paramètre de poussière ne lui semble pas pertinente sur des générateurs alimentés exclusivement au gaz comme le G7 et le G8. Les documents relatifs au QAL3 du G7 ont été transmis à l'Inspection. L'Inspection constate l'absence de carte de contrôle des QAL3, conformément à la norme NF EN 14181. Ces cartes ont été transmises par l'exploitant le 07/11/2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous un délai de deux mois : <ul style="list-style-type: none">- la justification de la prise en compte du paramètre poussière dans les tests annuels de surveillance (AST) du G7 ;- la justification de la prise en compte du paramètre poussière dans les mesures en continue des 5 conduits du site conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2024-APC-110-IC du 25/06/2024 et à l'arrêté ministériel du 03/08/2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : GB1 GB2 G2 G3 F7 - Contrôles réglementaires des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2012, article 9.2.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par un organisme agréé – GB1 GB2 G2 G3 et G7

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants SO₂, NO_X, poussières, COV, HAP, CO, métaux, ammoniac par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

Suite à l'Inspection de 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports d'analyses des rejets atmosphériques du 04/04/2024 et du 01/07/2024 des générateurs GB1, GB2, G2, G3 et G7. Les résultats montraient des dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) :

- GB1 : pas de dépassement des VLE ;
- GB2 : dépassement de VLE en concentration des NO_x (201 au lieu de 200 mg/Nm³) ;
- G2 : dépassement de VLE en flux des NO_x (2,41 au lieu de 1,47 kg/h)
- G3 : dépassement de VLE en flux des NO_x (3,94 au lieu de 1,47 kg/h)
- G7 : dépassement de VLE en concentration des NO_x (107 au lieu de 100 mg/Nm³)

L'exploitant a transmis à l'Inspection son plan d'actions correctives réalisé à l'été 2024, relatif au traitement des NO_x et à la maîtrise du NH₃ en 2024 :

- Remplacement des pompes d'injection et redimensionnement
- Ajout d'un mélangeur statique dans la gaine horizontale en aval de la canne d'injection
- Ajout de déflecteurs secondaires et d'une grille de répartition en amont du catalyseur
- Ajout d'une seconde canne d'injection et de débitmètres locaux
- Remplacement du capteur DELTA P
- Mise à jour de l'analyse fonctionnelle pour une régulation plus fine.

L'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports d'analyses des rejets atmosphérique du 31/03 au 09/04/2025. Les résultats montrent des dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) :

- GB1 : dépassement de VLE en concentration des NO_x (471 au lieu de 200 mg/Nm³) ;
- GB2 : dépassement de VLE en concentration des NO_x (239 au lieu de 200 mg/Nm³) ;
- G2 : dépassement de VLE des COVT en concentration (1,45 au lieu de 1 mg/Nm³) et en flux (0,024 au lieu de 0,015 kg/h) ;
- G3 : dépassement de VLE des COVT en concentration (1,76 au lieu de 1 mg/Nm³) et en flux (0,025 au lieu de 0,015 kg/h) ; ;
- G7 : dépassement de VLE des COVT en concentration (1,43 au lieu de 1 mg/Nm³) .

L'exploitant a détaillé à l'Inspection son plan d'actions correctives réalisé à l'été 2025, notamment une demande au fournisseur d'une prestation de réglages complets sur les appareils et la mise en place d'un outil de suivi quotidien du respect des VLE.

Les données d'autosurveillance d'octobre 2025 de l'exploitant montrent :

- GB1 : aucun dépassement des moyennes journalières (sauf un jour pour les poussières) ;
- GB2 : installation non démarrée pour l'instant (pas de besoin de chauffe suffisant) ;
- G2 : installation non démarrée pour l'instant (pas de besoin de chauffe suffisant) ;

- G3 : installation non démarrée pour l'instant (pas de besoin de chauffe suffisant)
- G7 : aucun dépassement des moyennes journalières.

L'exploitant semble mieux maîtriser ses émissions et cette tendance devra être validée par les prochains contrôles réglementaires qui seront transmis à l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : GBB - Contrôles réglementaires des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2012, article 9.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par un organisme agréé – GBB

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants SO₂, NO_x, poussières, COV, HAP, CO, métaux, ammoniac par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

Suite à l'Inspection de 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports d'analyses des rejets atmosphériques du 04/04/2024 (mesures du 13 au 19/02/2024). Les résultats montraient des dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) :

- dépassement de VLE du CO en concentration (86 au lieu de 50 mg/Nm³) ;
- dépassement de VLE du NO_x en concentration (176 au lieu de 80 mg/Nm³) et en flux (7,26 au lieu de 4,23 kg/h) ;
- dépassement de VLE des poussières (9,27 au lieu de 5 mg/Nm³) et en flux (0,314 au lieu de 0,28 kg/h) ;

L'exploitant a transmis à l'Inspection son plan d'actions correctives réalisé à l'été 2024.

L'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports d'analyses des rejets atmosphérique du 14/03/2025 (mesures du 27/01 au 03/02/2025). La situation sur les NO_x s'améliore mais les résultats montrent des dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) :

- dépassement de VLE du NO_x en concentration (87,3 au lieu de 80 mg/Nm³) et en flux (6,49 au lieu de 4,23 kg/h) ;
- dépassement de VLE du NH₃ en concentration (12,6 au lieu de 10 mg/Nm³) et en flux (0,85 au lieu de 0,53 kg/h) ;

L'exploitant a détaillé à l'Inspection son plan d'actions réalisé à l'été 2025, notamment la régénération de la 1^{ère} ligne de réduction catalytique des NO_x (système SCR) et l'ajout d'une 2^e ligne. Ces actions ont pour but de réduire l'émission de NO_x et de NH₃. L'exploitant constate encore des variations d'émission de NO_x, en fonction de la qualité de combustible reçus (bois de

<p>classe B).</p> <p>Le générateur n'étant pas encore en service à cette période de l'année, l'Inspection n'a pas pu constater l'impact du plan d'actions mis en place par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection, sous un délai de deux mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les données d'autosurveillance de son générateur au bois de classe B (GBB), une fois que celui-ci sera redémarré.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : OTNOC

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2021, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des OTNOC</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit, à la mise en service du générateur bois B et avant le 17 août 2021 pour les autres installations :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - rédiger et mettre en place le plan de gestion des OTNOC (Gestion des phases de fonctionnement hors fonctionnement normal) - conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol (par exemple, notion de conception à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à gaz) - établissement et mise en oeuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes, - vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en oeuvre de mesures correctives si nécessaire, - évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en oeuvre de mesures correctives si nécessaire. - Surveillance appropriée des émissions dans l'air lors de OTNOC. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir finalisé la mise en place du suivi opérationnel et du plan de gestion des OTNOC (interfaces technique, protocoles de communication entre les partis, suivi et actions). Celui-ci est pleinement opérationnel depuis le mois d'octobre 2025 et le début de la période de chauffe.</p> <p>L'Inspection a pu prendre connaissance de leur enregistrement dans la baie d'analyse de l'exploitant et du report des informations dans les tableaux de suivi.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
